

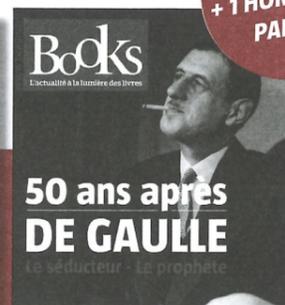
Commandez ces numéros
Abonnez-vous
Offrez un abonnement

10 NUMÉROS
+ 1 HORS-SÉRIE
PAR AN



Caracas: partir ou rester
PRÉCIS D'ASSASSINAT POLITIQUE

Numéro 96 / avril 2019



Neandertal était-il un artiste?
L'INTENABLE CÉLIBAT DES PRÊTRES

Numéro 95 / mars 2019



L'arche de Noé revue et corrigée
DES ESPÈCES NÉES AU CŒUR DES VILLES

Numéro 94 / février 2019



Hors-série / décembre 2018-janvier 2019

Rendez-vous sur books.fr

ANALYSES CRITIQUES & COMPTES RENDUS*



SIMONIN Jean-François

La Tyrannie du court terme. Quels futurs possibles à l'ère de l'anthropocène ?

Paris : éditions Utopia, octobre 2018, 240 p.

Deux mois à peine après la sortie de cet ouvrage, force est de constater que les événements ont confirmé la tyrannie croissante du court terme. C'est ainsi que le président de la première puissance mondiale multiplie les attaques contre les organismes multilatéraux qui s'efforcent de mettre un peu d'ordre et de vision longue dans les affaires humaines (commerce, migrations, sécurité) et planétaires (changement climatique, biodiversité) ; dans le reste du monde, fort peu de pays, parmi les 195 qui ont signé les accords de Paris de 2015, se soucient de modérer leurs émissions de gaz à effet de serre ; en Europe, plusieurs gouvernements ne songent qu'à ériger des murailles contre les migrations, refusant de voir que le problème est de bloquer les flux à la source en créant un milliard d'emplois dans les pays à forte natalité et en retard de développement ; en Ita-

lie et en France, un populisme survolté par les réseaux sociaux force les gouvernements à distribuer, dans l'urgence, des richesses qui n'ont pas encore été créées.

La Tyrannie du court terme de Jean-François Simonin synthétise diverses conférences données sur ce thème par l'auteur. L'ouvrage est organisé en trois parties. La première cherche à extraire de l'histoire universelle du temps les raisons de l'emballement actuel des activités humaines, au point de menacer l'écosystème. Schématiquement, notre ancêtre chasseur-cueilleur aurait vécu sa brève existence, pendant des millénaires, au rythme des jours et des nuits, sans trop s'interroger sur l'avenir. Avec la sédentarisation, l'agriculture et les premiers échanges, le temps s'est organisé en saisons et fractions de journée, laissant à une kyrielle de dieux le soin de gérer le futur et l'au-delà. Des instruments

*Les analyses publiées dans la rubrique Bibliographie sont issues de la base bibliographique de Futuribles International (<https://www.futuribles.com/fr/base/bibliographie/base/>).

primitifs d'estimation du temps, tels le cadran solaire, le sablier et la clepsydre sont apparus, sans pour autant changer le cours des civilisations. C'est aux 40 000 monastères bénédictins du XIII^e siècle que l'on doit d'avoir inventé et diffusé l'outil qui a mis le feu au temps : l'horloge à balancier. Avec elle s'ouvrait l'ère de la précision et du découpage du temps en prières, lectures, repas, travail, repos. Dieu lui-même devint Grand Horloger et régulateur vers la fin du XIV^e siècle ; perdre son temps devint un péché. Des siècles durant, les monastères furent, avec leurs écoles cathédrales et les premières grandes universités (Bologne, Oxford, Salamanque), les centres de savoir les plus importants d'Europe et les fers de lance de l'économie¹. Selon Lewis Mumford², c'est donc bien l'horloge et non la machine à vapeur qui caractérise l'entrée dans l'âge industriel moderne.

Les révolutions techniques successives (vapeur, électricité, pétrole) n'avaient guère à se soucier d'un

1. Ajoutons à l'horloge le chronomètre à ressort, vers la fin du XVIII^e siècle, qui permit aux marins de calculer la longitude, énorme avancée en matière de navigation. Au XX^e siècle, l'horloge atomique a permis un nouveau saut qualitatif, permettant de synchroniser les satellites et de réaliser le système global de géolocalisation GPS, dont les applications sont désormais omniprésentes.

2. Lewis Mumford (1895-1990), important philosophe américain, spécialisé en histoire de la science et des techniques, fait remonter les origines de la société industrielle aux usines d'armement du XVIII^e siècle, bien avant la révolution de la vapeur. Il a très tôt dénoncé la course à la production qui caractérise les économies aussi bien marxistes que capitalistes et qui va à l'encontre de la perfection technique, de la durabilité, de l'efficacité sociale et, pour finir, du bien-être humain. Voir le futur d'antan qui lui est consacré en p. 87 de ce numéro.

éventuel épuisement des ressources. La première étude sérieuse sur le temps long et les limites planétaires fut le rapport *The Limits to Growth* (1972) auquel le Club de Rome donna un vaste écho³, mais qui fut vite oublié pour s'occuper de choses plus sérieuses, comme les premiers chocs pétroliers ou le nucléaire. Le rapport Brundtland (1987)⁴, servant de socle au sommet de la Terre de 1992, a lancé le concept de développement durable, mais n'a pas davantage entraîné de mesures notables. Il fallut l'alarme du changement climatique, martelée avec insistance pendant plus de 20 ans par un organisme des Nations unies, le GIEC⁵, pour que près de 200 pays finissent par convenir que l'humanité doit sérieusement prendre en considération le temps long si elle ne veut pas rendre la planète Terre invivable.

Dans cet esprit, Jean-François Simonin propose le concept BH22 (Biosphère, humanité, XXI^e siècle) qui vise l'horizon 2118, soit dans 100

3. Commandé au MIT (Massachusetts Institute of Technology) en 1970 par le Club de Rome et publié en 1972 sous le titre *The Limits to Growth* (New York : Universe Books), le rapport de Donella et Dennis Meadows, Jørgen Randers et William W. Behrens ne plaide nullement pour une croissance zéro. C'est le titre de la traduction française qui répand l'injonction *Halte à la croissance ?* (Paris : Fayard, 1973).

4. BRUNDTLAND Gro Harlem, *Our Common Future: World Commission on Environment and Development*, New York : Oxford University Press, 1987.

5. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a été créé pour contrer scientifiquement l'initiative politique d'un groupuscule tiers-mondiste qui cherchait, au sein des Nations unies, à mettre en accusation les nations développées et les contraindre à indemniser les nations les plus pauvres.

ans. Il s'agit de concevoir un monde alternatif, vivable pour l'humanité dans son ensemble sur le long terme, à partir de nombreuses réflexions et initiatives issues de la société civile. Il faut, dit-il, « totémiser le futur » pour en faire un point de repère universellement reconnu et le protéger d'une colonisation irresponsable par le technolibéralisme ambiant, aggravé par un individualisme forcené, lui-même fils dévoyé des droits de l'homme.

La deuxième partie de l'ouvrage se veut encourageante, dans la mesure où, après trois siècles de confiance aveugle dans le progrès promis par les Lumières, de nouveaux savoirs, de nouveaux matériaux et une nouvelle aspiration éthique permettent d'envisager de nouveaux futurs. Il s'agit de passer d'une culture de l'innovation et de la croissance à une culture de l'anticipation et de la préservation. Il s'agit de réorienter le progrès vers la résilience, de revoir les obligations de l'homme devenu « fabricant du monde ». Il faut repenser la responsabilité sociale de l'entreprise, envisager une extension de la notion de patrimoine commun (actuellement limitée à l'espace culturel), définir des biens communs mondiaux⁶, peut-être même forger un droit de l'humanité⁷.

6. Les économistes du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) proposent trois classes de biens publics mondiaux. La classe 1, celle des « biens de l'indivis mondial naturel », concerne la couche d'ozone, la stabilité du climat, etc. La classe 2 couvre le patrimoine fabriqué par les humains (connaissance scientifique, Internet...). La classe 3 regrouperait les résultats d'une politique mondiale intégrée ou coordonnée.

7. DELMAS-MARTY Mireille, *Vers un droit commun de l'humanité*, Paris : Textuel, 2005.

La troisième partie de l'ouvrage donne la parole à une dizaine de penseurs, en tête desquels figure l'industriel philosophe Gaston Berger, inventeur de la prospective avec Bertrand de Jouvenel et promoteur d'une « anthropologie prospective » porteuse « d'une morale qui convienne à des êtres dont les actes sont lourds de conséquences ». Viennent ensuite Günther Anders (« obsolescence de l'homme » ; « compréhension et herméneutique pronostiques ») ; Hans Jonas (« principe de responsabilité », « éthique pour la civilisation technologique ») ; Daniel Innerarity (« de la confiscation de l'avenir à l'espérance politique ») ; Arjun Appadurai (« conséquences culturelles de la globalisation ») ; etc.

Le lecteur pourra regretter le côté patchwork d'un ouvrage résultant de l'assemblage de diverses conférences, ainsi que l'absence d'un véritable programme d'action, qui se trouve peut-être dans le projet BH22, évoqué à plusieurs reprises mais non détaillé dans l'ouvrage⁸. Les esprits chagrins pourront qualifier d'irénique l'espérance en une gouvernance mondiale fondée sur la mise au ban du concept schumpétérien de destruction créatrice.

Pierre Bonnaure

8. Pour en savoir davantage sur BH22, mentionnons SIMONIN Jean-François, *Anticiper à l'ère de l'anthropocène ou Clé d'accès au XXI^e siècle*, tomes 1 et 2, Paris : L'Harmattan, respectivement 2016 et 2017.

**GILLES
KEPEL
SORTIR
DU
CHAOS**
LES CRISES
EN MÉDITERRANÉE
ET AU MOYEN-ORIENT

KEPEL Gilles

Sortir du chaos

Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient

Paris : Gallimard (Esprits du monde), octobre 2018, 528 p.

Engagé jusque dans sa personne physique du fait de la sentence de mort prononcée par le califat de Daech à son encontre, Gilles Kepel livre ici une analyse dense et documentée des différentes étapes de la radicalisation de l'islam politique au Moyen-Orient. Dans un style narratif mêlant illustrations et références, il nous fait partager le récit contemporain de la lente dégradation de la situation géopolitique de cette région qui aura connu, en moins d'un demi-siècle, davantage de bouleversements qu'en plusieurs siècles.

Même si 1979, année de la révolution iranienne, constitue l'année de référence dans la lutte pour l'hégémonie politique de l'Islam entre chiïtes et sunnites, l'auteur prend comme point de départ de son propos 1973, année de la guerre du Kippour. C'est en effet cette année-là que l'Arabie Saoudite va devenir la puissance dominante dans la région du fait, notamment, de l'envolée des prix du baril de pétrole. D'où le titre de la première partie de son livre, « Le baril et le Coran ». Car c'est aussi à ce moment que l'Arabie Saoudite va propager l'idéologie salafiste comme un élément de contrôle politique et social de la région. Il faudra attendre 1979 pour que la révolution iranienne vienne défier la domination saoudienne et ainsi créer une compétition pour l'hégémonie sur le monde musulman.

L'année 1979 est également, rappelle Gilles Kepel, celle de la descente

aux enfers du peuple afghan et celle du « borbier » dans lequel Soviétiques et Américains se perdront, laissant ainsi un espace propice à l'épanouissement du djihadisme politique et à sa seconde phase, celle d'Al-Qaïda en lutte contre « l'ennemi lointain ». Analysant les tensions sunnites / chiïtes, l'auteur observe qu'elles étaient moins fortes quand les Frères musulmans dominaient la scène de l'islam politique. Mais, constate-t-il, sunnites et chiïtes se sont employés à des interprétations inconciliables de leurs doctrines respectives. C'est ainsi que le salafisme semble être devenu l'anti-chambre du djihadisme, même si des millions de salafistes ne s'y reconnaissent pas. Toutefois, ajoute-t-il, les salafistes pratiquent une rupture culturelle fondamentale, une sorte de clivage qui fait que les djihadistes se nourrissent de cette idéologie. Ainsi les salafistes ne diffèrent en rien des djihadistes sur le plan intellectuel.

La deuxième partie de l'ouvrage traite des insurrections ayant affecté les régimes « méditerranéo-moyen-orientaux ». Elle est d'abord consacrée aux conditions dans lesquelles se sont enchaînés les événements constitutifs des printemps arabes. L'auteur décrit comment ces révolutions ont divergé dans leur parcours en Tunisie, Égypte et Libye. Il note à cet égard que, malgré l'ingérence des pétromonarchies de la péninsule arabe, la Tunisie est à ce jour parvenue à s'engager dans une réelle transition démocratique. Il prolonge son analyse par un développement sur

ce qu'il dénomme les insurrections du second type, celles qui permettront notamment la fabrique du djihadisme syrien jusqu'à la proclamation du califat de Daech en 2014. Il rappelle que c'est par l'intervention russe de 2015 que sera possible la reprise d'Alep. De même que la reprise de Mossoul puis de Raqqa se fera grâce à l'intervention d'une coalition internationale constituée de moyens américains, britanniques et français soutenant les forces démocratiques syriennes au sein desquelles combattent des forces kurdes. Cette convergence précipitera la chute de l'État islamique fin 2017. Gilles Kepel n'omet toutefois pas, à ce stade de son analyse, de s'interroger sur l'état de délabrement de la nation syrienne dont la frontière « impie » tracée entre Irak et Syrie demeure toujours un phénomène « résilient ».

S'ensuit une partie retraçant les lignes de force de l'après-Daech, entre désagrégation et reconstruction. La défaite de l'insurrection sunnite pose, selon l'auteur, la question de la stabilité des relations entre Moscou, Damas et Téhéran. Dans ces conditions, la recherche d'un compromis sur la Syrie lui semble incontournable. La Syrie est selon lui le principal axe de défense de Téhéran et, du fait des sanctions américaines, l'Iran n'a plus les moyens aujourd'hui de sa politique ; il ne peut que composer avec Damas. Mais les agendas russe, syrien et iranien ne sont pas synchrones et il n'est pas question pour les Russes d'une victoire militaire qui les obligerait à maintenir un contingent en Syrie. Vladimir Poutine ne veut surtout pas s'enliser comme l'armée rouge en Afghanistan. Il sait qu'il lui faut rechercher un compromis avec la Syrie,

d'autant plus que les intérêts de chacun divergent sur les plans économique et énergétique.

Gilles Kepel considère que la Syrie, comme lieu de belligérance maximale, est fragilisée du fait que toutes les parties essaient désormais de tirer le maximum d'avantages d'un après-guerre incertain. Le régime turc reste d'une ambivalence totale, appui ambigu au parti Baas soutien de Bachar el-Assad et en guerre contre deux ennemis eux-mêmes ennemis entre eux — l'un conjoncturel, Daech ; l'autre structurel, les milices kurdes soutenues par l'Occident face aux djihadistes, quoique bras armé du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) lui-même désigné organisation terroriste par l'Union européenne et les États-Unis.

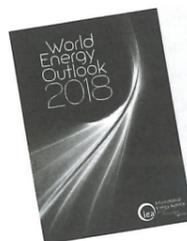
Ces positions parfois difficiles à concilier si ce n'est à comprendre confirment que l'une des clefs est le « Levant » puisque c'est là que se sont concentrées toutes les crises. « Si les questions syrienne et irakienne peuvent se régler, si on arrive à reconstituer une aire de prospérité au Levant, on aura certainement beaucoup avancé, y compris pour le reste. Tant que les différentes forces dans la région pensaient qu'elles pouvaient gagner la guerre en Syrie, il n'y avait aucune solution possible. Mais il y a aujourd'hui l'espoir que se construisent des formes de compromis politiques. »

Dans sa conclusion, « Faille du Moyen-Orient et tectonique mondiale », Gilles Kepel relève à quel point le djihadisme maîtrise l'art de la transmutation, de sa version algérienne à la version Daech en passant par Al-Qaïda. Sa capacité à trouver une nouvelle forme d'expression sus-

ceptible de « galvaniser les masses paupérisées » contre l'Occident est plus que jamais d'actualité — un Occident accusé d'avoir créé ce monstre de Daech à seule fin de détruire avec lui les pays sur lesquels il avait étendu son emprise. Gilles Kepel fonde l'espoir que l'action internationale dans une ville en recons-

truction comme Mossoul puisse faire jurisprudence pour le grand chantier syrien. Pour cela, l'évolution des rapports de force sur le terrain doit ouvrir la voie à un compromis permettant une « réinsertion vertueuse et salutaire » du Moyen-Orient dans l'ordre mondial.

Jean-Pierre Bellier



AIE (Agence internationale de l'énergie) *World Energy Outlook 2018*

Paris : AIE / OCDE (Organisation de coopération et de développements économiques), novembre 2018, 643 p.

Le traditionnel rapport annuel sur l'énergie de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ne déroge pas à la règle : il brosse un tableau complet de la situation énergétique mondiale et de ses évolutions possibles à l'horizon 2040, à l'aide de scénarios. Et il donne, cette année, un coup de projecteur sur l'avenir de l'électricité, un secteur en pleine mutation souligne le directeur de l'AIE Fatih Birol, mais qui n'est pas exempt de risques.

La première partie du rapport (six chapitres sur les onze) est consacrée à l'évolution de la demande mondiale et régionale d'énergie, et à sa production par filières. Deux scénarios sont essentiellement pris en compte par l'AIE (avec un taux de croissance annuel de 3,4 % de l'économie mondiale) : un scénario « Nouvelles politiques » qui tient compte des décisions de politique énergétique récentes des gouvernements, un deuxième plus volontariste, « Développement durable », intégrant les objectifs de la lutte contre le réchauf-

fement climatique. Un scénario « Business as Usual » est gardé en référence, comme repoussoir, l'inertie des politiques de l'énergie conduisant à un réchauffement de la planète très supérieur à 3 °C à l'horizon 2100 (par rapport à l'ère préindustrielle). Si la croissance de la demande d'énergie primaire (14 Gtep [gigatonnes équivalent pétrole] en 2017) à l'horizon 2040, est plus marquée dans le premier scénario (25 % entre 2017 et 2040) que dans le deuxième où elle régresse légèrement, dans les deux cas son centre de gravité se déplace vers les pays en développement, en particulier vers l'Asie (Chine et Inde).

Examinant la structure de la demande et de la production envisagées par ces scénarios, on constate que la part des énergies fossiles (81 % en 2017) baisse nettement dans le deuxième scénario (elle passe à 60 % avec un effondrement de la part du charbon), mais se maintient à 74 % (avec une forte progression du gaz) dans le premier scénario. Celle des énergies renouvelables (10 % en 2017)

croît fortement dans les deux scénarios (31 % dans le scénario « Développement durable »). On note aussi que l'AIE prévoit une poursuite de la croissance de la demande de pétrole dans son scénario « Nouvelles politiques », avec une forte croissance de la production de pétrole de schiste aux États-Unis (la moitié de la production), au moins jusqu'en 2025 (ainsi que celle de gaz de schiste), l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) prenant ensuite le relais. Le bilan CO₂ (le principal gaz à effet de serre) des deux scénarios est très contrasté, les émissions s'accroissent de 10 % dans le premier, les objectifs de l'accord de Paris sont alors hors d'atteinte, tandis qu'elles chutent de près de moitié dans le second, ce qui permettrait de le respecter mais sans doute pas de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C.

L'objectif de « décarbonisation » de l'énergie, la clef de la transition énergétique, n'est atteignable, d'une part que si l'efficacité énergétique progresse (une diminution annuelle d'au moins 2 % de l'énergie pour produire une unité de produit intérieur brut), et d'autre part que si la production électrique croît fortement, mais à condition qu'elle soit très largement décarbonée. L'avenir de l'énergie serait-il donc électrique ? C'est la question à laquelle l'AIE tente de répondre dans la deuxième partie de son rapport.

La consommation finale d'électricité (19 % du mix énergétique final en 2017 et 15 % en 2000) croît à un rythme annuel de 2,1 % dans le premier scénario de l'AIE, mais à un rythme plus faible dans le deuxième car il suppose une meilleure efficacité énergétique. L'AIE envisage une

variante électrique de ses scénarios, « Le futur est électrique », qui table sur un taux plus élevé d'électrification de la planète (31 % de la consommation finale d'énergie). Cette progression s'expliquerait, notamment, par une forte croissance de la mobilité électrique : la flotte de voitures électriques pourrait atteindre 950 millions d'unités en 2040 dans ce scénario, avec une très forte croissance en Chine, et 350 millions dans le scénario « Nouvelles politiques ». Dans ces deux scénarios, la part des énergies renouvelables (y compris l'hydraulique) passerait de 25 % en 2017 à 41 % en 2040 dans ce dernier scénario, celle de la filière nucléaire se maintenant à 10 % sur toute la période mais avec une croissance importante en Chine et en Inde ; la part de l'éolien (12 %) dépassant celle de la filière solaire photovoltaïque (9 %). La part des énergies renouvelables (66 %) dans le mix électrique serait nettement supérieure dans le scénario « Développement durable », ainsi d'ailleurs que celle du nucléaire (13 %).

Cette électrification du monde ne sera sans doute pas un long fleuve tranquille. Il n'est pas certain, en effet, qu'elle permette de respecter l'Agenda 2030 de l'Organisation des Nations unies (ONU) dont l'un des objectifs est d'assurer l'accès à une énergie moderne, en particulier à l'électricité, à tous les habitants de la planète en 2030. En effet, 650 millions de personnes (essentiellement en Afrique) ne disposeraient toujours pas de l'électricité dans le scénario « Nouvelles politiques », alors qu'en revanche, l'objectif de l'ONU serait atteint dans le scénario « Développement durable » de l'AIE. La pollution de l'air par la combustion

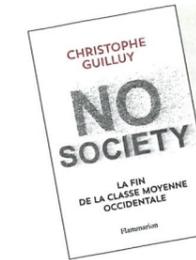
des énergies fossiles serait fortement réduite. Mais une montée en puissance des énergies renouvelables intermittentes (l'éolien et le solaire) n'est pas sans risques, car le système électrique doit être opérationnel 24 heures sur 24, notamment aux heures de pointe. Il faut assurer sa sécurité et il doit donc être flexible pour s'adapter à l'intermittence : en prévoyant une puissance de réserve pour assurer le passage des pointes de consommation (en cas d'indisponibilité des parcs éoliens par exemple) et des moyens de stockage, assurés aujourd'hui à 98 % avec des barrages qu'il faudra compléter par des batteries performantes.

Cette contrainte conduit l'AIE à ajuster les coûts de production de l'électricité pour tenir compte d'investissements supplémentaires, pour le stockage notamment, des pertes éventuelles de revenu des producteurs. Tout compte fait, il apparaît que les coûts ajustés des mégawattheures (MWh) produits par les différentes filières (variables d'une région à l'autre) seraient, de façon surprenante, très proches en 2040. Ainsi pour l'Union européenne, en tenant compte d'une taxe carbone, ils seraient de 95 dollars US/MWh pour les centrales à gaz à cycles combinés, de 105 dollars US/MWh pour les re-

nouvelables, de 110 dollars US/MWh pour le nucléaire et de 120 dollars US/MWh pour le charbon. Les projections de l'AIE contredisent les estimations faites en Europe, qui donnent fréquemment un net avantage aux énergies renouvelables. Il reste une dernière inconnue de taille : le prix du pétrole. L'AIE estime qu'il va remonter jusqu'en 2025 (dans une fourchette de 70 à 100 dollars US le baril), du fait de la faiblesse des investissements, et même continuer à progresser dans le scénario « Nouvelles politiques » ; ce prix dépendra de l'arbitrage entre le pétrole de l'OPEP et celui des schistes américains.

Ce nouveau rapport de l'AIE apporte, comme ses prédécesseurs, une mine de données et de commentaires sur les perspectives, qui donnent un tableau complet de l'énergie mondiale, le lecteur étant parfois perdu dans les statistiques. Il lira avec intérêt les développements consacrés à la percée probable de l'électricité avec ses risques. On peut être étonné, toutefois, que l'AIE n'envisage qu'à la marge (à propos de la voiture électrique) les contraintes que risque d'imposer la disponibilité de métaux critiques à l'électrification de la planète.

Pierre Papon



GUILLUY Christophe

No Society. La fin de la classe moyenne occidentale

Paris : Flammarion, octobre 2018, 242 p.

En France, le mouvement des « gilets jaunes » a rendu récemment Christophe Guilluy omniprésent dans les médias, et plus encore son expression déjà depuis longtemps popularisée de « France périphérique ».

De fait, il a publié, peu de temps avant cette crise, un troisième volet de ce qui peut a posteriori apparaître comme une trilogie. Après *La France périphérique*¹, puis *Le Crépuscule de la France d'en haut*², *No Society* vient prolonger une analyse entamée voilà une quinzaine d'années sur la « fracture sociale », spatiale et politique entre une France des espaces métropolitains et une France périphérique laissée pour compte de la mondialisation. Cette dernière partie du triptyque procède à un changement d'échelle puisque Christophe Guilluy, s'il centre encore largement son analyse sur la France, élargit son diagnostic à l'ensemble des pays occidentaux, se référant par des cartes ou des exemples aux États-Unis, à l'Allemagne, à la Grande-Bretagne ou à la Suède.

Le constat de l'auteur est désormais largement connu dans ses grandes lignes : à une France des élites, localisée dans les grandes métropoles du territoire national et qui

tire profit de la mondialisation, s'opposerait une France périphérique victime de toutes les conséquences négatives de ce même phénomène (désindustrialisation, repli des services publics). Néanmoins, paradoxalement, l'expression parlante de « France périphérique » dessert, par son succès et sa compréhension immédiate, la pensée de Christophe Guilluy qui a souvent été taxée de simpliste et est fréquemment résumée de manière outrancière.

En effet, si la vision est effectivement binaire, celle-ci n'exclut pas une certaine complexité : le choc des deux France n'est pas celui du monde de la ruralité face aux villes, ni celui des ouvriers des territoires désindustrialisés face au monde des services. Aux espaces métropolitains, pôles centraux des « archipels » de la mondialisation s'oppose plutôt une variété de territoires (campagnes « profondes », villes moyennes et petites villes, zones du périurbain subi) dont le point commun est qu'ils rassemblent des classes moyennes en voie de déclassement. Quant au monde des métropoles, là encore Christophe Guilluy n'occulte pas sa diversité interne, puisqu'il regroupe aussi bien des espaces traditionnellement bourgeois, des espaces « gentrifiés », en voie de l'être, mais aussi des zones qui cumulent les difficultés économiques et sociales (en d'autres termes, les banlieues).

Cette grille d'analyse permet de passer au crible d'autres espaces

1. *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris : Flammarion, 2014 (analysé in *Futuribles*, n° 405, mars-avril 2015, p. 110-111).

2. Paris : Flammarion, 2016.

du monde occidental. La Grande-Bretagne périphérique (celle des grandes zones de désindustrialisation de ce pays pionnier de la révolution industrielle), l'Allemagne périphérique (celle d'une bonne partie de l'ancienne République démocratique allemande) et les États-Unis périphériques (notamment les États de la Rust Belt, au nord-est du pays) présenteraient ainsi les mêmes caractéristiques globales : taux de chômage supérieur à la moyenne, bouleversements profonds de la répartition des emplois, concentration de populations pauvres (forte proportion de temps partiels et d'emplois précaires).

En termes politiques, cette coupure à la fois spatiale, économique et sociale aurait conduit, d'après l'auteur, à l'arrivée au pouvoir de deux figures apparemment antithétiques, mais en réalité deux faces inversées d'une même réalité : Donald Trump aux États-Unis, porté par le vote de ces espaces périphériques, et Emmanuel Macron en France, élu par les élites mondialisées mais également par une catégorie encore importante de la population française protégée des effets les plus néfastes de la mondialisation par le fonctionnariat et l'État-providence (en gros, les fonctionnaires et les retraités).

Les élites seraient donc doublement coupables : elles font sécession, tant en termes politiques que sur le plan spatial, et abandonnent sciemment des classes moyennes majoritaires en voie de paupérisation. Le mépris social qui accompagne cet abandon était l'objet du Crépuscule de la France d'en haut, mais dans son nouvel ouvrage, Christophe Guil-

luy souligne un autre aspect de cette lutte des classes d'une nouvelle intensité : le déficit démocratique et la façon dont certains résultats électoraux ont été remis en question (le référendum sur l'Europe de 2005) ou risquent de l'être (le Brexit). Toutefois, les classes moyennes / populaires tiennent leur revanche sous une forme inattendue : leur soft power. Elles introduisent et imposent dans le débat public des questions que les classes dirigeantes font mine d'ignorer depuis des années : celles notamment du protectionnisme et du contrôle des flux migratoires.

On peut regretter que Christophe Guilluy ne conclue son ouvrage que sur un appel, d'ailleurs peu susceptible d'être entendu si on s'en tient au portrait très négatif qu'en brosse l'auteur, aux classes dirigeantes de réintégrer la nation et d'accepter de « faire société » avec l'ensemble de leurs concitoyens. On aurait soif de propositions plus concrètes, d'une incitation plus forte à l'action à destination des lecteurs et de l'auteur lui-même qui, ne nous le cachons pas, appartient eux aussi à ces élites si décriées.

La dimension polémique de cet ouvrage est ainsi parfois inutilement agressive, notamment vis-à-vis du monde universitaire et médiatique, et semble relever par moments du règlement de comptes avec la bonne conscience d'une bourgeoisie post-soixante-huitarde honnie. Néanmoins, lorsque le propos est plus posé, il évoque des questions centrales que les sociétés occidentales ne peuvent plus ignorer : le choix de la mondialisation est-il le bon ? Est-il inéluctable ? Peut-on y substituer un protectionnisme ? Comment des sociétés

aussi clivées peuvent-elles continuer à fonctionner ? Comment sauver un modèle d'État protecteur en ne sacrifiant pas toute moralité face à la crise migratoire ? Il s'agit de créer un nouveau consensus républicain, un nouveau pacte social autour notamment du consentement renouvelé à l'impôt, de penser enfin une nouvelle structuration du territoire national intégrant les impératifs éco-

logiques. En ce sens, les références, assez nombreuses en fin d'ouvrage, aux travaux du géographe Gérard-François Dumont sur les forces vives de certains espaces appartenant à la France périphérique sont les quelques lueurs d'espérance dans un tableau par ailleurs très sombre de la société française.

Maïa Werth



STAUNE Jean / ATTALI Jacques (préface)
Les Clés du futur. Réinventer ensemble la société, l'économie et la science

Paris : Fayard (Pluriel), janvier 2018 (2^e éd.), 736 p.
(1^{re} éd., Plon, 2015)

Jacques Attali estime, dans sa préface, que les crises — économiques, financières, sociales, politiques et environnementales — que nous connaissons ne pourront que se répéter, en s'amplifiant, tant que les rythmes politique, médiatique, financier, continueront de se plier à la dictature du court terme. Seul un changement de gouvernance planétaire, qui réconcilierait croissance économique actuelle et future, règles du marché et état de droit, satisfaction des besoins présents et préservation de la capacité des générations futures à satisfaire les leurs, permettrait de sortir de ces impasses.

Jean Staune juge peu réaliste de compter sur un gouvernement mondial éclairé, quand on voit le G20 et les organisations internationales existantes piétiner face aux égoïsmes nationaux et aux puissants lobbies. À défaut d'une irénique harmonie mondiale, les contours d'une « économie positive » commencent à émerger

dans certaines entreprises, dans des coopératives et associations, actives dans des secteurs comme la microfinance, le commerce équitable, l'entrepreneuriat social, etc. Ces structures sont portées par des individus qui ont choisi de produire des biens et des services qui créent de la valeur, d'une manière qui soit utile à la fois à leurs employés et à leurs clients, à la communauté dans laquelle ils vivent et aux générations à venir.

Philosophe des sciences, Jean Staune a écrit ce livre en 2015, à l'époque des « 34 plans pour le redressement industriel de la France » de François Hollande. Il dénonce le court-termisme ambiant, la sous-estimation du risque d'événements extrêmes, et la déconnexion entre la sphère financière et l'économie réelle. Il dit rejoindre en large partie l'analyse des économistes David Thesmar et Augustin Landier dans Dix idées qui coulent la France¹, selon les-

1. Paris : Flammarion, 2013.

quels c'est « la composante immatérielle de l'économie (conception, commercialisation, financement, service de l'après-vente) qui fait l'essentiel de la valeur ajoutée et non la fabrication elle-même », mais il ne partage pas leur optimisme quant aux chances du marché et de la concurrence de redresser spontanément le système. Pas plus qu'il ne fait confiance au volontarisme des hommes politiques, de gauche comme de droite, qui prétendent réindustrialiser la France pour rétablir le plein emploi des Trente Glorieuses.

La réindustrialisation de filières matures ne pourrait, dans le meilleur des cas, reconstituer qu'une fraction de l'emploi perdu, compte tenu des gains de productivité considérables que permettent la robotique et l'intelligence artificielle. Quant aux entreprises du futur, ce n'est pas par décret que l'on crée de nouveaux Google, YouTube, Facebook, Skype ou Twitter et, moins encore, des Steve Jobs ou des Elon Musk. La France, cinquième puissance économique mondiale, n'est que la vingtième dans le domaine de l'économie numérique et, à l'exception de Criteo et Price-Minister, aucune société importante de la « nouvelle nouvelle » économie n'est française.

Le système français d'enseignement, qui pourtant coûte moitié plus cher que celui de ses voisins européens, n'a pas formé la génération de talents créatifs que requiert la révolution numérique, et les Grandes Écoles favorisent le conformisme et la reproduction sociale. Jean Staune nous invite à méditer sur l'École 42 de Xavier Niel, privée et gratuite, dont l'objectif est précisément de combler le manque cruel de

talents en France pour le monde numérique. Cette école, dont le mantra est « plus le maître enseigne, moins l'élève apprend », ne délivre aucun diplôme mais stimule la personnalité et la créativité.

Rien ne sert de corriger indéfiniment les défauts d'un système déjà obsolète. Ce qu'il faut, c'est ouvrir les voies du futur, et pour cela conjurer cinq révolutions inévitables :

— une révolution technologique, celle des quatre Internets : celui de la communication, celui des objets imprimés à domicile, celui des objets connectés, et le futur Internet de l'énergie ;

— une révolution conceptuelle, qui consiste à dépasser les conceptions mécanistes, réductionnistes et déterministes sur lesquelles était basée la science classique, pour entrer dans le monde de l'immatériel, de la complexité et de l'incertitude ;

— une révolution sociétale, caractérisée par le passage de l'avoir à l'être, par la primauté de la vocation sur le statut ;

— une révolution économique, où le monde fondé sur les machines et les capitaux fait place à un monde fondé sur le savoir et la créativité, introduisant une dimension éthique dans l'économie de marché (commerce équitable, microcrédit, social business, développement durable) ;

— une révolution managériale, qui abandonne le modèle pyramidal et déterministe des entreprises, pour passer au mode horizontal et flexible qu'appelle un monde de plus en plus créatif, mouvant et incertain ; il s'agit de mobiliser l'intelligence collective des salariés à l'intérieur, et des stakeholders à l'extérieur.

Il faudrait adopter quelques mesures d'urgence au niveau mondial, en premier lieu encadrer le fonctionnement des banques pour les empêcher de spéculer avec l'argent de leurs clients, et mettre fin au principe particulièrement immoral de la privatisation des gains et de la mutualisation des pertes auxquelles nous avons assisté cette dernière décennie dans ce secteur.

Il faut repenser les fonctions régaliennes de l'État dans les transports, les télécommunications et l'énergie, pour prendre enfin en compte le long terme, sans pour autant brider l'initiative privée, source de créativité et d'innovation au quotidien. Il est urgent de créer, dans les ministères, au CNRS (Centre national de la recherche scientifique) et ailleurs, des conseillers à l'innovation qui soient autant de jardiniers pour les idées nouvelles, qui favorisent leur croissance et les protègent des tueurs d'innovation qui, sous couvert d'idéologie, ferment des portes potentiellement intéressantes pour le progrès de l'humanité. Une nouvelle forme de synergie doit être trouvée entre les puissantes entreprises opérant au niveau mondial et l'État désargenté mais maître du territoire. Un État qui doit aussi accepter que la population dispose de bien plus de pouvoirs que celui de voter tous les cinq ans, dans la mesure où les réseaux sociaux mobilisent plus facilement les foules que les médias publics et où « la force de frappe de l'ensemble des Caddie d'hypermarché des consommateurs de la planète excède de plusieurs ordres de grandeur le budget des États les plus puissants ».

Ce sont les visions successives du monde qui constituent les vraies révolutions. Or, l'Histoire montre que les

LES 10 CONSEILS DE JEAN STAUNE

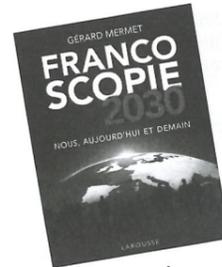
L'auteur recense 10 façons, pour un entrepreneur et une entreprise, d'apporter sa pierre à la construction du nouveau monde :

1. Développer l'intelligence collective de l'entreprise et la créativité des salariés (W.L.Gore, Semco, Favi).
2. Être une entreprise socialement responsable (Ben & Jerry's, The Body Shop, Patagonia, Nature et découvertes).
3. Créer un *social business* (Grammeen Danone Foods, Give Something Back).
4. Augmenter la productivité des matières premières actuellement gaspillées (Gunter Pauli).
5. Concevoir les produits, les usines et les villes comme des processus naturels (McDonough & Braungart).
6. Passer à une économie de la fonctionnalité : vendre un service et non plus un produit (Interface).
7. Développer des produits pour améliorer la créativité, la communication et la mobilité (Apple).
8. Entrer dans la « nouvelle nouvelle » économie où le produit principal est gratuit (Google, Skype).
9. Surfer sur la longue traîne, c'est-à-dire le caractère illimité de l'offre sur Internet (Amazon, iTunes).
10. Être simple dans un monde complexe (SpaceX, Fleury Michon).

sciences de la vie et de la conscience ont régulièrement, depuis le Moyen Âge, pris un siècle de retard sur l'évolution des sciences de la matière et de l'Univers. Après le XX^e siècle qui fut celui de l'effondrement des grandes

idéologies et du grand chambardement des sciences (relativité, incertitude, complexité, nucléaire, espace, numérique, neurosciences, génétique, écosystème), le XXI^e siècle doit impérativement porter une nouvelle vision du futur de l'humanité et de la planète.

Chacun de nous doit prendre sa part dans cette révolution globale,



MERMET Gérard

Francoscopie 2030. Nous, aujourd'hui et demain

Paris : Larousse, octobre 2018, 544 p.

Six ans après le précédent opus (Francoscopie 2013, paru fin 2012 chez Larousse), Gérard Mermet propose ici une nouvelle édition de ce vaste travail d'auscultation de la société française, toujours axée sur l'analyse des tendances et évolutions à l'œuvre, mais aussi, cette fois, résolument tournée vers l'avenir puisque estampillée du millésime 2030. Pour mémoire, le premier Francoscopie de Gérard Mermet a été publié en 1985, et l'auteur a poursuivi et régulièrement mis à jour ses travaux, de sorte que ce Francoscopie 2030 constitue la 15^e édition.

Conformément aux parutions précédentes, il s'agit de « décrire et décrypter les modes de vie des Français dans tous les domaines, d'identifier les tendances, d'indiquer les évolutions dans le temps et de fournir des comparaisons avec d'autres pays, notamment européens ». Mais il s'agit aussi, cette fois, de proposer un regard prospectif « en décrivant les évolutions et les ruptures probables ou possibles, et leurs consé-

quences d'ici 2030 », avec en filigrane la volonté de montrer au lecteur qu'il reste aussi des marges de manœuvre pour infléchir ces évolutions si elles ne lui paraissent pas souhaitables. Un état d'esprit très proche de celui qui anime *Futuribles*...

Pierre Bonnaure

quences d'ici 2030 », avec en filigrane la volonté de montrer au lecteur qu'il reste aussi des marges de manœuvre pour infléchir ces évolutions si elles ne lui paraissent pas souhaitables. Un état d'esprit très proche de celui qui anime *Futuribles*...

Il est bien évidemment impossible de résumer l'intégralité du rapport dans cette recension ; nous nous contenterons donc d'en présenter le découpage général, à savoir trois grandes parties : « Le décor », qui présente les facteurs de changement en cours et à venir ; « Les modes de vie », qui analyse les conséquences possibles de ces évolutions sur la vie quotidienne ; et une « Synthèse », résumant ce qui précède et formulant quelques propositions en vue de la construction d'un avenir souhaitable. Suivent diverses annexes dont un « dicotech » présentant, par ordre alphabétique, un certain nombre d'innovations scientifiques et techniques de rupture, de l'« ADN artificiel » au « Web sémantique » en passant par l'« atlas cellulaire », la « cryogénisation », l'« épigénétique », l'« intelligence en essaim », la « voiture volante », l'« utérus artificiel », etc.

Dans « Le décor », le lecteur trouvera grosso modo le contexte général dans lequel la société française est aujourd'hui inscrite : environnement, tendances démographiques et économiques, scène internationale, « mentalités » (culture, valeurs..., des Français), innovations, prouesses et promesses technologiques. Et la partie « Modes de vie » offre un décryptage poussé des conséquences des évolutions de ce contexte dans différentes sphères : vie personnelle, famille, foyer, vie en société, travail, argent et revenu, consommation, loisirs. Ces deux parties sont richement illustrées et proposent un certain nombre de données sur longue période, suivant un découpage assez tranché mais qui a le mérite de la clarté.

Le diagnostic étant posé, c'est dans la partie « Synthèse » que le lecteur peut aller chercher les marges de manœuvre restant pour infléchir l'avenir dans le sens qui lui semble souhaitable. Quatre axes y sont développés avant une conclusion et un épilogue : « Changements de décor », « Les nouveaux modes de vie », « Le tsunami numérique » et « Le futur en question(s) ». Y sont rappelées les grandes évolutions à l'horizon 2030 évoquées antérieurement dans le rapport, domaine par domaine, ainsi que les risques et opportunités, les « raisons d'espérer » (quand il y en a), les handicaps et atouts de la France en la matière, etc. C'est dans la partie « Conclusion » que l'auteur opère un classement en deux groupes, les bonnes et les moins bonnes nouvelles du futur.

Entre autres « bonnes nouvelles », le réchauffement climatique pourrait aussi favoriser le développement de certaines régions ou espèces ani-

males et végétales, l'espérance de vie continuerait à croître, la technologie nous sauvera peut-être, le capitalisme pourrait devenir « bioresponsable », la gestion des villes optimisée... Parmi les « moins bonnes nouvelles », citons les espaces naturels, qui n'ont guère de bel avenir devant eux (pollutions, raréfaction des zones cultivables et forestières, baisse de la biodiversité...), la « robolution » et ses conséquences sur l'emploi, les migrations de masse (contraintes), les menaces de toutes sortes (catastrophes écologiques, cyberattaques, terrorisme...), la science sans conscience... Dans ce contexte, Gérard Mermet liste 12 grands défis essentiellement écologiques, économiques et sociaux (détaillés p. 482), qui nécessitent, pour être relevés, une réelle mobilisation des citoyens et une réelle modification « des attitudes, habitudes, certitudes et aptitudes » sur base de quatre grands principes : expérimentation, homéostasie (au sens de retrouver l'équilibre en tous domaines, à commencer par notre écosystème), mouvement (par opposition à l'inertie, notamment de la société ou des organisations humaines), et humilité.

L'épilogue est un plaidoyer pour une intégration du long terme dans les analyses et les actions mises en œuvre, pour que l'avenir soit conforme à nos attentes et plus proche « de l'apothéose que de l'apocalypse ». On ne peut que souscrire à ce souhait et continuer à croire en l'existence de marges de manœuvre — on s'y emploie à *Futuribles* — mais reconnaissons qu'il reste peu de chances aujourd'hui d'aller vers l'apothéose. Il s'agira donc surtout de s'éloigner de l'apocalypse...

Stéphanie Debruyne